

Extension du centre technique de l'eau à Saint-Brieuc

Règlement de la consultation (RC)

Consultation n°

2025012

Date limite de remise des plis

19/05/2025 à 17:00

Procédure de passation

Procédure adaptée ouverte

(Articles R2123-1 1° - Inférieure au seuil des procédures formalisées - Code de la commande publique)

1. ACHETEUR ET OBJET DU CONTRAT

■ Acheteur :

Saint-Brieuc Armor Agglomération

Service Commande Publique

Représentant : Monsieur le Président de Saint-Brieuc Armor Agglomération

Adresse :

5, rue du 71^{ème} Régiment d'Infanterie

22000 SAINT-BRIEUC

Courriel : marchespublics@sbaa.fr

Site internet : <https://www.saintbrieuc-armor-agglo.bzh>

■ Description de la prestation :

Le contrat porte sur les prestations suivantes : **l'extension du centre technique de l'eau à Saint-Brieuc**

Le projet prévoit :

- l'extension du bâtiment existant : création de 18 postes de travail, salles de réunion et salle restauration
- l'amélioration du confort thermique du bâtiment A existant
- le remplacement des casquettes Sud
- la création d'une pergola et la rénovation de la terrasse
- l'installation de panneaux photovoltaïques en toiture de l'extension.

Code CPV	Libellé CPV
45213150-9	Travaux d'immeubles de bureaux

■ Caractéristiques principales du contrat :

Objet du contrat	Extension du centre technique de l'eau à Saint-Brieuc
Acheteur	Saint-Brieuc Armor Agglomération
Type de contrat	Marché ordinaire de travaux
Structure	14 lots
Lieu d'exécution	Centre technique de l'eau 1 rue de Sercq 22000 SAINT-BRIEUC
Délai d'exécution	9,5 mois Marché sans mise en concurrence ultérieure avec le même titulaire possible
Développement durable	Clause sociale - Clause environnementale - Critère environnemental
Pénalités	Se référer aux dispositions du CCAP
Variation des prix	Se référer aux dispositions du CCAP
Nature des prix	Prix forfaitaires

■ **Allotissement et structure de la consultation :**

La consultation est décomposée en 14 lots :

Type	Objet
Lot 1	Lot n° 1 : Gros-œuvre / VRD (CPV 45223220-4 : Travaux de gros-œuvre)
Lot 2	Lot n° 2 : Charpente bois - Mur ossature bois - Bardage bois, (CPV 45261000-4 : Travaux de charpente et de couverture et travaux connexes)
Lot 3	Lot n° 3 : Étanchéité, (CPV 45261420-4 : Travaux d'étanchéification)
Lot 4	Lot n°4 : Bardage métallique - Serrurerie, (CPV 45262650-2 : Travaux de bardage)
Lot 5	Lot n°5 : Menuiseries extérieures (CPV 45421000-4 : Travaux de menuiserie)
Lot 6	Lot n°6 : Doublages - Cloisons sèches (CPV 45421152-4 : Installation de cloisons)
Lot 7	Lot n°7 : Menuiseries intérieures bois (CPV 45421000-4 : Travaux de menuiserie)
Lot 8	Lot n°8 : Cloisons mobiles (CPV 45421152-4 : Installation de cloisons)
Lot 9	Lot n°9 : Revêtements de sols - Carrelage - Faïence (CPV 45430000-0 : Revêtement de sols et de murs)
Lot 10	Lot n°10 : Faux-Plafonds (CPV 45421146-9 : Mise en place de plafonds suspendus)
Lot 11	Lot n°11 : Peinture (CPV 45442100-8 : Travaux de peinture)
Lot 12	Lot n°12 : Électricité / Courants faibles (CPV 45311200-2 : Travaux d'installations électriques)
Lot 13	Lot n°13 : Plomberie - Sanitaires - Chauffage - Ventilation GTC (CPV 45330000-9 : Travaux de plomberie - 45332400-7 : Travaux d'installation d'appareils sanitaires - 45331200-8 : Travaux d'installation de matériel de ventilation et de climatisation)
Lot 14	Lot n°14 : Panneaux photovoltaïques, (CPV 09331200-0 : Modules solaires photovoltaïques)

■ **Marché réservé :**

Les dispositions concernent les prestations suivantes :

- Lot n°11 : Peinture :

Le contrat est en partie réservé aux opérateurs économiques qui emploient des travailleurs handicapés ou défavorisés.

Le contrat est réservé :

Conditions particulières d'exécution des prestations

a) L'engagement d'insertion

Le présent marché est un marché réservé par application des dispositions de l'article L.2113-14 du code de la commande publique qui prévoit qu'un acheteur peut réserver un même marché ou un même lot d'un marché à la fois aux opérateurs économiques qui répondent aux conditions de l'article L. 2113-12 et à ceux qui répondent aux conditions de l'article L. 2113-13.

- L'article L2113-13 concerne les marchés réservés pour les structures d'insertion par l'activité économique : « Des marchés publics ou des lots d'un marché peuvent être réservés à des structures d'insertion par l'activité économique mentionnées à l'article L. 5132-4 du code du travail et à des structures équivalentes, lorsqu'elles emploient une proportion minimale, fixée par voie réglementaire, de travailleurs défavorisés ».

Aux termes de l'article 13 du décret du 25 mars 2016, la proportion minimale de travailleurs défavorisés est fixée à 50%.

Il s'agit d'une nouvelle modalité d'achat socialement responsable proposée aux acheteurs publics qui peuvent solliciter directement des SIAE en leur réservant des marchés ou des lots.

- L'article L2113-12 concerne les marchés réservés pour les structures du handicap : « Des marchés publics ou des lots d'un marché peuvent être réservés à des entreprises adaptées mentionnées à l'article L5213-13 du code du travail, à des établissements et services d'aide par le travail mentionnés à l'article L344-2 du code de l'action sociale et des familles ainsi qu'à des structures équivalentes, lorsqu'elles emploient une proportion minimale, fixée par voie réglementaire, de travailleurs handicapés qui, en raison de la nature ou de la gravité de leurs déficiences, ne peuvent exercer d'activité professionnelle dans les conditions normales ».

Si une partie des prestations est sous-traitée à d'autres entreprises, le titulaire du marché devra respecter la condition d'exécution relative à la clause d'insertion sociale par l'intermédiaire de ses sous-traitants.

En cours de marché, le maître d'ouvrage pourra demander tous les renseignements relatifs à la mise en œuvre de l'action d'insertion : nombre de personnes affectées, nombre d'heures effectuées, etc....

b) L'évaluation de l'insertion

- Justification de la démarche d'insertion

Le titulaire s'engage à faire remonter tous les six mois, un document bilan présentant la démarche d'insertion. Ce document fera obligatoirement figurer le nombre d'heures réalisées par les salariés sur le site et les actions de formation. Le titulaire pourra y apporter toute autre information justifiant de la démarche d'insertion.

- Évaluation de la démarche d'insertion

Dans un souci de promotion et de communication de l'action d'insertion, le titulaire devra préparer un bilan et le transmettre au maître d'ouvrage dans le mois suivant la reconduction ou la fin du marché. Le bilan devra faire apparaître des éléments quantitatifs et qualitatifs sur la réalisation de l'engagement des entreprises attributaires (nombre d'heures effectivement consacrées à l'insertion et difficultés rencontrées, etc...) et sur la situation des personnes en insertion (nombre de personnes ayant bénéficié de l'opération, situation en fin de chantier, etc.).

■ Clause sociale :

Le contrat prévoit les stipulations destinées à favoriser l'insertion sociale dans les annexes jointes au présent document (**RC- Clause insertion et Annexe au RC- Clause insertion**), à l'acte d'engagement et au CCAP.

Le contrat prévoit des obligations en matière d'insertion sociale : des clauses d'insertion sociale sont prévues pour les **lots ci-dessous** :

Le nombre d'heures d'insertion débloqué pour l'ensemble du marché est fixé à **420 heures**.








Désignation	Nombre d'heures minimum à réserver
Lot n° 2 : Charpente bois - Mur ossature bois - Bardage bois	70 heures
Lot n°5 : Menuiseries extérieures	35 heures
Lot n°7 : Menuiseries intérieures bois	70 heures
Lot n°12 : Électricité / Courants faibles	175 heures
Lot n°13 : Plomberie - Sanitaires - Chauffage - Ventilation GTC	70 heures

2. CARACTÉRISTIQUES DE LA PROCEDURE

■ Procédure de passation :

Procédure adaptée ouverte (Articles R2123-1 1° - Inférieure au seuil des procédures formalisées - Code de la commande publique).

■ Déroulé et planning indicatif de la consultation :

	Publication de la consultation	Avril 2025
	Retrait du dossier de consultation, élaboration et remise de l'offre par le candidat	Avril à mi-mai 2025
	Ouverture des plis, examen des candidatures et des justificatifs	Mi-mai 2025
	Analyse des offres, négociation, demandes de précisions éventuelles	Juin 2025
	Classement des offres et attribution du contrat	Juillet 2025
	Information des candidats non retenus	juillet 2025
	Signature et notification du contrat	Septembre 2025

■ Modalités de retrait du dossier de consultation :

Le dossier de consultation est disponible de manière électronique sur le profil d'acheteur : <https://marches.megalis.bretagne.bzh>- référence 2025012.

■ Dossier de consultation :

Le dossier de consultation contient les documents répertoriés dans le document nommé "CTE DCE CONSTITUTION DU DOSSIER.pdf", annexé au présent règlement de la consultation.

L'acheteur se réserve le droit d'envoyer **au plus tard 6 jours** avant la date limite de remise des offres (initiale ou modifiée) des modifications de détail sur le dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier de consultation modifié.

■ Visite des lieux ou consultation sur place de documents :

Visite des lieux **obligatoire** dans les conditions suivantes :

- Personne à contacter :

Vincent DANIEL - NUNC ARCHITECTE - 48A rue du Port Favigo - 22000 SAINT-BRIEUC

Tél : 02.96.68.23.07

Mail : nunc.bretagne@nunc.fr

- Dates et horaires : Les visites auront lieu :

le mercredi 23/04/2025 de 11h00 à 13h00, le jeudi 24/04/2025 de 11h00 à 13h00 ainsi que le mardi 29/04/2025 de 11h à 12h30.

Les visites à l'improviste ne sont pas autorisées. Une attestation de visite sera remise par l'acheteur et sera jointe à l'offre du candidat.

Chaque entreprise, doit avoir une connaissance parfaite des lieux et avoir apprécié personnellement la nature et la difficulté des travaux à réaliser. Elle doit en tenir compte dans l'établissement de son offre de prix en y incorporant le prix des sujétions appréciées par elle.

La visite permet aux candidats de mesurer les contraintes techniques liées aux spécificités du bâtiment et de transmettre une offre qualitative pour cette extension.

■ Délai de validité des offres :

Le délai de validité des offres est de 150 Jours à compter de la date limite de réception des offres.

■ Communication et échanges d'informations par voie électronique :

Les communications et échanges s'effectueront pendant toute la consultation par voie électronique par le biais du profil acheteur à l'adresse suivante : <https://marches.megalis.bretagne.bzh>.

3. PRÉSENTATION DES PROPOSITIONS

■ Réponse et groupement :

Aucune forme particulière de groupement n'est imposée après attribution.

Conformément aux articles L1220-1 à L1220-3 du Code de la Commande publique et à l'arrêt du Conseil d'État n°436532 du 08/10/2020, si l'étude des offres démontre que plusieurs personnes morales différentes, qui constituent en principe des opérateurs économiques distincts, n'ont pas d'autonomie commerciale, résultant notamment des liens étroits entre leurs actionnaires ou leurs dirigeants, qui peut se manifester par l'absence totale ou partielle de moyens distincts ou la similarité de leurs offres, alors ces personnes morales seront regardées comme un seul et même soumissionnaire et seule sera retenue la dernière réponse déposée (article R2151-6 du Code de la commande publique).

Conformément à l'article R2142-4 du Code de la commande publique, une même personne ne peut représenter plus d'un candidat pour un même marché à peine d'irrégularité. Tous les groupements constitués des mêmes opérateurs économiques permutant leur responsabilité seront considérés comme un seul et même soumissionnaire.

■ Variantes :

Les **variantes à l'initiative des candidats** ne sont pas autorisées.

Des **Prestations supplémentaires Éventuelles (P.S.E.)** sont exigées par l'acheteur dans les conditions suivantes :

P.S.E.	Descriptif
Lot n° 1	P.S.E. 1 : Dépose de la terrasse bois et remplacement par un dallage : béton
Lot n° 2	P.S.E. 2 : Dépose de la terrasse bois et remplacement par un platelage en douglas

Des **Prestations supplémentaires Alternatives (P.S.A.)** sont exigées par l'acheteur dans les conditions suivantes :

P.S.A.	Descriptif
Lot n° 3	P.S.A. 1 : Fenêtres coupole neuves sans réemploi
Lot n° 3	P.S.A. 2 : Dépose couverture existante, fourniture et pose d'une couverture en plaques transparentes nervurées en polycarbonate

La réponse aux Prestations Supplémentaires Éventuelles et aux Prestations Supplémentaires Alternatives est obligatoire.

Le choix de retenir la PSE ou la PSA appartient à la personne compétente pour attribuer le marché public. Ce choix ne découle pas des critères d'attribution.

■ **Contenu des plis et conditions de participation :**

A l'appui de leur candidature, les candidats doivent fournir les documents suivants :

Document	Descriptif
Situation juridique	
Déclaration du candidat (DC2)	<i>Déclaration du candidat individuelle ou du membre du groupement (DC2 disponible sur le site du Ministère de l'Économie)</i>
Lettre de candidature (DC1)	<i>Lettre de candidature Habilitation du mandataire par ses cotraitants (DC1 disponible sur le site du Ministère de l'Économie)</i>
Capacité économique et financière	
Chiffre d'affaires	<i>Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les fournitures, services ou travaux objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles</i>
Capacité technique et professionnelle : minima exigés	
Moyens humains	<i>Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années</i>
Moyens techniques	<i>Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de marchés de même nature</i>
Titres d'études et professionnels	<i>Indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de services ou de conduite des travaux de même nature que celle du marché</i>
Références Travaux	<i>Liste des travaux exécutés (5 dernières années) avec attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants, montant, époque, lieu d'exécution et précision s'ils ont été faits selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin</i>

Présentation des documents : le candidat devra présenter ces documents soit dans des fichiers distincts (exemple : DC1.pdf, DC2.pdf), soit dans un même document (exemple : candidature.pdf) avec un sommaire et les numéros de page détaillant le contenu du document.

Le candidat peut remettre un document unique de marché européen (DUME) rédigé en français en lieu et place des documents et renseignements demandés par l'acheteur aux fins de vérification de l'aptitude à répondre aux marchés publics, de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière ainsi que des capacités techniques et professionnelles.

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements que l'acheteur peut obtenir par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations, administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que le candidat mentionne dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système et que l'accès soit gratuit.

En outre, pour chaque sous-traitant mentionné dans l'offre, le candidat devra joindre :

- les capacités professionnelles et financières du sous-traitant ;
- une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

L'offre des candidats est composée des documents suivants :

Document	Descriptif
Acte d'engagement	<i>Acte d'engagement par lot</i>
DPGF	<i>Décomposition du prix global et forfaitaire</i>
Cadre de réponse technique	<i>Cadre de mémoire technique détaillant et développant les différents éléments nécessaires à l'appréciation des critères de notation des offres (un par lot) : à compléter par les candidats.</i> <u>Les renvois vers un mémoire technique ne seront pas pris en compte.</u>
Fiches techniques ou documentation technique	<i>Fiches techniques ou documentation technique des matériaux proposés demandées en complément du cadre de mémoire technique</i>
Attestation de visite	<i>Attestation de visite complétée et signée remise lors de la visite</i>

En cas de discordance entre l'offre globale du fournisseur et la décomposition de cette offre, l'offre globale prévaut. Les éventuelles erreurs de multiplication, d'addition ou de report sont rectifiées par l'acheteur et le montant rectifié est pris en compte pour l'analyse des offres.

■ Modalités de remise des offres :

Les offres doivent être déposées avant les dates et heures limites indiquées en page de garde, de **manière électronique** sur le profil d'acheteur : <https://marches.megalis.bretagne.bzh>.

Les copies de sauvegarde et les éléments de la proposition qui ne peuvent être transmis par voie électronique doivent être adressés à :

Saint-Brieuc Armor Agglomération
5 rue de 71ème Régiment d'Infanterie
22000 SAINT-BRIEUC
Contact : Service Commande Publique

La copie de sauvegarde peut être envoyée sur support physique électronique, ou support papier, qui doit être placé dans un pli scellé, comporter sur l'enveloppe le numéro de la consultation et le nom du candidat. Ce pli est adressé en recommandé avec avis de réception ou remis en main propre contre récépissé à l'adresse indiquée ci-dessus.

Les propositions doivent être remises en euros et rédigées en langue française. Si les propositions sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français.

L'entreprise n'a pas l'obligation de signer électroniquement son offre au moment de son dépôt ; **seul l'attributaire pourra signer électroniquement l'Acte d'Engagement (AE).**

Signature en cas de groupements d'entreprises : dans le cas de candidatures groupées, le mandataire assure la sécurité et l'authenticité des informations transmises au nom des membres du groupement. Le mandataire justifiant des habilitations nécessaires peut donc signer seul l'Acte d'Engagement (AE) au nom du groupement

Le candidat s'engage à ce que l'offre signée soit conforme à celle retenue par l'acheteur. Si le candidat ne respecte pas son engagement, son offre est rejetée et le contrat attribué au candidat classé en seconde position.

Le candidat doit disposer d'un certificat valide et conforme aux exigences du règlement de l'Union européenne « eIDAS » du 23 juillet 2014 (n°910/2014/UE), délivré par l'un des organismes agréés par l'Agence nationale pour la sécurité des systèmes d'information (ANSSI). A défaut de certificat, les candidats sont invités à se rapprocher d'un organisme agréé avant de procéder à la commande. Le délai de commande d'un certificat pouvant prendre entre 8 et 15 jours, il est fortement recommandé d'anticiper cette opération. Le certificat doit être détenu par une personne ayant la capacité d'engager le candidat dans le cadre de la présente consultation.

Conformément à l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique dans la commande publique, le candidat est informé qu'il peut utiliser l'outil de signature électronique de son choix, comme celui mis à disposition par le profil d'acheteur, et signer les documents au format XAdES, CAdES ou PAdES. Pour des raisons d'interopérabilité, le format PAdES est recommandé.

Vigilance concernant le dépôt des offres :

Les candidats sont invités à prendre en compte le temps de chargement de leur pli sur la plateforme par rapport à la date et heure de clôture, ce temps de chargement étant fonction du débit de leur accès internet et de la taille des documents à transmettre.

La transmission des plis avant les date et heure limites de la consultation est effectuée sous la seule responsabilité des candidats. Il leur est fortement conseillé de procéder au dépôt suffisamment à l'avance avant l'heure de clôture en particulier si les plis sont volumineux.

Tous les plis sont horodatés et font l'objet après dépôt d'un accusé de bonne réception délivré par le profil acheteur. Dans le cas de candidatures groupées, le mandataire assure la sécurité et l'authenticité des informations transmises au nom des membres du groupement.

En outre, conformément à l'article R2151-6 du Code de la commande publique, il est rappelé que, si plusieurs offres sont successivement transmises par un même candidat, seule la dernière offre reçue par le pouvoir adjudicateur dans le délai fixé pour la remise des offres, est ouverte.

Les dossiers qui seraient reçus après la date et l'heure limites précitées et/ou ne respectant pas les conditions de transmission ne seront pas ouverts et seront déclarés irrecevables.

Par ailleurs, tous les échanges seront faits par voie dématérialisée (modifications apportées par le pouvoir adjudicateur au dossier de consultation, demandes d'explications sur l'offre, questions/réponses, négociations éventuelles, mise au point, signature et notification du marché, modifications du marché).

En cas de problème rencontré sur la plateforme, les candidats sont invités à contacter le support technique mis en place sur le profil d'acheteur.

4. JUGEMENT DES OFFRES ET ATTRIBUTION

■ Critères de sélection des candidats :

La vérification des conditions de participation sera effectuée dans les conditions prévues à l'article R2144-1 du Code la commande publique. Les critères relatifs à la candidature et intervenants pour la sélection sont les **capacités techniques, financières et professionnelles**.

Conformément à l'article R2144-3 du Code de la commande publique, la vérification des capacités peut être effectuée à tout moment de la procédure.

■ Critères de jugement des offres :

Les offres sont analysées et classées en fonction des critères suivants :

Critère et pondération	Descriptif
1. Prix (50 %)	
2. Valeur technique (50 %)	Ces sous-critères seront jugés selon les éléments apportés au mémoire cadre de réponse.
- Moyens humains et matériels en phase « préparation » et « chantier » dans le respect du planning – sur 20 points	
- Qualité technique – sur 12 points	
- Performance environnementale – sur 12 points	
- Moyens mis en œuvre afin de lever les éventuelles réserves et intervenir lors de l'année de parfait achèvement, garantie biennale et décennale – sur 6 points	

Modalités de calcul de la note PRIX :

$$\text{Note} = \frac{\text{nombre points} \times (\text{Montant moins disant})}{\text{Montant candidat}}$$

Afin de garantir l'équité entre le système de notation du critère "prix" et du critère "valeur technique", la note de l'entreprise la mieux notée sera ramenée à la note maximale prévue pour le critère « valeur technique ». Les notes des autres candidats seront recalculées de manière proportionnelle.

Les offres sont rejetées sans être classées dans les cas suivants :	
Offre hors délai	Lorsque le pli est reçu par l'acheteur après la date et l'heure limite fixées dans la consultation.
Offre anormalement basse	Le prix est manifestement sous-évalué, de nature à compromettre la bonne exécution du contrat, et le fournisseur n'apporte pas de justification du prix après demande de l'acheteur, notamment au regard du mode de fabrication, de la solution technique, de l'originalité, de la réglementation applicable ou d'une aide d'Etat.
Offre inappropriée	L'offre est sans rapport avec les besoins ou exigences exprimés par l'acheteur.
Offre irrégulière	L'offre ne respecte pas les exigences formulées pour la consultation, est incomplète ou méconnaît la législation applicable en matière sociale ou environnementale, malgré une éventuelle demande de régularisation et négociation par l'acheteur.
Offre inacceptable	Le prix excède les crédits budgétaires alloués par l'acheteur au contrat malgré une éventuelle demande négociation.

■ Régularisation des offres :

L'acheteur se réserve la possibilité de demander aux candidats ayant remis une offre irrégulière de régulariser leur proposition, à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse. Les justificatifs non substantiels manquants devront alors être fournis dans le délai fixé par l'acheteur à défaut de quoi l'offre du candidat sera définitivement rejetée. Cette régularisation ne peut avoir pour effet de modifier les caractéristiques substantielles des offres.

■ Offres anormalement basses :

Conformément aux articles R2152-3 à R2152-5 du Code de la commande publique, toute offre paraissant anormalement basse fera l'objet d'une demande de précisions assortie d'un délai impératif de réponse. Après vérification des justificatifs fournis par le candidat concerné, l'offre sera soit maintenue dans l'analyse des offres, soit rejetée par décision motivée.

■ Négociations :

Les candidats sont invités à remettre d'emblée leur meilleure proposition. L'acheteur se réserve la possibilité d'engager des négociations dans les conditions suivantes :

Les négociations sont destinées à améliorer la performance technique et économique des offres initiales, pour permettre de les adapter et dimensionner parfaitement aux besoins de l'acheteur. **Elles pourront porter sur les caractéristiques techniques et financières des offres, ou sur certaines dispositions du cahier des charges.** Elles ne pourront pas porter sur l'objet du contrat, ses caractéristiques substantielles ou les critères d'attribution.

Les négociations seront engagées avec les 3 candidats les mieux classés des lots concernés (sous réserve d'un nombre suffisant d'offres conformes) à l'issue de l'analyse des offres initiales. Les candidats en seront avisés par écrit.

Elles seront conduites dans le respect des principes d'égalité de traitement des candidats et de confidentialité des offres. Les négociations seront conduites de manière dématérialisée sur le profil acheteur ou par un entretien en présentiel (ou visioconférence). Les échanges résultant de la négociation seront formalisés par écrit. A l'achèvement des négociations, les offres négociées feront l'objet d'un dernier classement.

Toutefois l'acheteur pourra attribuer le contrat sur la base des offres initiales sans négociation.

■ Documents à produire par l'attributaire :

Le candidat retenu ne saurait être désigné définitivement comme titulaire qu'à la condition de produire dans un délai imparti les documents justificatifs requis par l'acheteur et exigés par la réglementation :

Document	Descriptif
Acte d'engagement	Acte d'engagement signé
Attestation d'assurance	Les attestations d'assurances professionnelles de l'attributaire en cours de validité
Certificat de régularité fiscale	Attestation délivrée par la DGFIP certifiant de la régularité de la situation de l'attributaire au regard de ses obligations fiscales
Certificat de régularité sociale	Attestation délivrée par l'URSSAF ou par d'autres organismes sociaux selon l'entreprise
Attestation de versement de congés payés et de chômage intérimaires	Le certificat attestant le respect des obligations relatives aux congés payés et au chômage-intérimaires.
Pouvoir de signature	Le cas échéant, délégation de signature prouvant la capacité du signataire à engager l'entreprise
Travailleurs étrangers	La liste des travailleurs étrangers employés ou une attestation de non emploi datant de moins de 6 mois
PV Comité social et économique	Procès-verbal de la réunion du comité social et économique pour les sociétés de plus de 50 salariés. Nous attendons un document qui prouve la tenue du CSE avec occultation des informations confidentielles

Redressement judiciaire	Copie du ou des jugements prononcés en cas de redressement judiciaire
Plan de vigilance	En cours de validité, entreprises employant, à la clôture de deux exercices consécutifs, au moins 5 000 salariés en leur sein et dans leurs filiales directes ou indirectes dont le siège social est fixé sur le territoire français, ou au moins 10 000 salariés en leur sein et dans leurs filiales directes ou indirectes dont le siège social est fixé sur le territoire français ou à l'étranger
RIB	RIB

5. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Pour obtenir tous renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats font parvenir leur demande au plus tard 8 jours avant la date limite de remise des offres leurs questions par voie électronique sur le profil acheteur <https://marches.megalis.bretagne.bzh>. La réponse est adressée au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des offres à tous les candidats ayant téléchargé le dossier de consultation sous réserve d'avoir indiqué un courriel valide.

■ Voies et délais de recours

Les recours contentieux ouverts aux candidats sont les suivants :

- Référé précontractuel avant la signature du contrat (articles L.551-1 à 12 du Code de Justice Administrative) ;
- Référé contractuel après la signature du contrat, dans les 31 jours qui suivent la publication de l'avis d'attribution du contrat, ou, à défaut d'un tel avis, dans les six mois qui suivent la date de conclusion de celui-ci (dans les conditions décrites aux articles L.551-13 à 23 du même code) ;
- soit d'un recours en contestation de la validité du contrat, conformément à la décision du Conseil d'Etat du 4 avril 2014 n°358994 "Tarn et Garonne", dans un délai de 2 mois à compter de la publication de l'avis d'attribution ou à défaut de toute autre mesure de publicité concernant la conclusion du contrat.

Les recours peuvent être déposés sur <https://www.telerecours.fr/> ou adressés par courrier à :

Tribunal administratif de Rennes
3 Contour de la Motte
35044 RENNES
Téléphone : 02.23.21.28.28
Courriel : greffe.ta-rennes@juradm.fr
Télécopie : 02.99.63.56.84
Site internet : <http://rennes.tribunal-administratif.fr>

Utilisation des données à caractère personnel fournies dans le cadre de la présente consultation :

L'acheteur s'engage à garantir la confidentialité des informations communiquées par les opérateurs économiques notamment en matière industrielle et commerciale. Conformément au règlement (UE) 2016/679 relatif à la protection des données à caractère personnel du 27 avril 2016, les opérateurs économiques sont avisés que les données personnelles susceptibles d'être contenues dans les informations collectées dans le cadre de la présente consultation sont exploitées uniquement à des fins de vérification de conformité, d'analyse des candidatures et des offres présentées, de suivi et de traçabilité de la procédure.

Communication aux tiers : Les données personnelles susceptibles d'être contenues dans les documents fournis dans le cadre de la présente consultation ne seront jamais communiquées à des tiers non-habilités et hors des objectifs précédemment rappelés.

Droits d'accès, de rectification, de suppression : Conformément au règlement (UE) 2016/679, les personnes dont les données à caractère personnel sont collectées disposent d'un droit d'accès, de rectification et d'effacement des informations qui les concernent. Elles peuvent également, pour des motifs légitimes, s'opposer au traitement de ces données. L'exercice de ces droits ne peut être effectué en premier lieu qu'auprès du service acheteur visé au présent règlement de consultation, le cas échéant l'acheteur mandataire du groupement, puis, si nécessaire, auprès du délégué de la protection des données désigné comme tel par l'acheteur ou enfin, directement auprès de la CNIL (www.cnil.fr).

Durée de conservation des données personnelles : Les données personnelles sont conservées au même titre et conditions d'archivage que celles prévues aux articles R2184-12 et R2184-13 du Code de la commande publique.

Documents et liens utiles (versions en vigueur à la date du lancement de la consultation) :

[Code de la commande publique](#) et ses [annexes](#) (Legifrance)

[Formulaires candidats \(DAJ\)](#)

[Médiateur des entreprises](#)

[CCAG Travaux du 30 mars 2021](#)